

Conseil Supérieur de la Fonction Publique de l'Etat

Commission statutaire siégeant en formation consultative

Mardi 4 mars 2014-02-11

Rapport de présentation

Projet de décret portant dérogations aux garanties minimales de durée de travail et de repos applicables à certains agents du ministère des affaires étrangères en service à l'administration centrale

Le centre de crise du ministère des affaires étrangères est chargé de la veille, de l'anticipation, de l'alerte et de la gestion des crises se déroulant à l'étranger. Il est compétent à l'égard de la sécurité des Français à l'étranger comme pour la mise en œuvre d'actions humanitaires d'urgence et a vocation à mobiliser et coordonner l'ensemble des moyens de l'Etat en cas de crise à l'international.

A cet égard, le centre de crise assure une veille mondiale 24 heures sur 24, l'analyse et le suivi des situations d'urgence, la préparation des plans de réponse des autorités françaises à la conduite des opérations sur les théâtres de crise.

Depuis sa création en 2008, le centre de crise a été régulièrement sollicité pour faire face à des événements de toute nature, par exemple le suivi de la pandémie de la grippe A, l'aide humanitaire déployée au lendemain du séisme en Haïti ou encore l'évacuation et le rapatriement des Français des pays de la zone Afrique du Nord/Moyen-Orient et du Sahel.

Ces missions engendrent un temps de travail qui se caractérise à la fois par un niveau d'activité structurellement élevé, l'imprévisibilité des pics d'activité tributaires de l'actualité internationale et une amplitude horaire particulièrement importante, notamment lorsqu'une cellule de crise est activée.

Des mesures d'organisation spécifiques ont été prises pour supporter l'importance de la charge de travail, comme la mise en place d'une veille de nuit, des missions d'appui aux postes ou le recours ponctuel à des agents issus d'autres services du ministère des affaires étrangères. Elles se sont néanmoins rapidement révélées insuffisantes. Les situations d'urgence s'enchaînent continuellement et entraînent un dépassement quasi-systématique des bornes horaires journalières et hebdomadaires prévues par le décret n°2000-815. Le barème de rémunération des interventions s'avère quant à lui inadapté lorsque celles-ci sont très longues, et l'indemnisation des nombreuses heures supplémentaires impossible.

Soucieux de reconnaître aux agents du centre de crise les droits correspondants à leurs sujétions, le ministère des affaires étrangères a mis en place depuis 2011 un régime transitoire permettant de compenser les charges pesant sur ces derniers : le présent projet de décret, complété par deux arrêtés d'application et un règlement intérieur, vise à lui donner un cadre réglementaire.

Le dispositif repose sur les éléments suivants :

- une durée quotidienne de travail maximale de travail de 14 heures ;
- une amplitude maximale de la journée de travail fixée à 15 heures ;
- une durée maximale hebdomadaire de travail effectif fixée à 65 heures au cours d'une même semaine, dans le respect d'une durée moyenne de 48 heures sur une période quelconque de six mois consécutifs ;
- l'octroi de repos compensateurs et de compensations financières au titre du régime indemnitaire et sous la forme d'indemnités d'astreinte et d'intervention.

Ces mesures ont été élaborées en concertation avec les représentants du personnel et ont reçu un avis favorable du comité technique ministériel le 31 mai 2012 et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail le 5 septembre 2012.

Elles ont également obtenu l'aval du guichet unique le 9 décembre 2013, après l'ajout, à sa demande, des précisions relatives à la durée maximale du travail de nuit à l'article 2 du projet de décret. Cette disposition entrerait déjà dans l'un des projets d'arrêté ayant l'accord des comités précités. La modification du projet de décret n'étant pas substantielle, celui-ci ne leur a en conséquence pas été représenté.

L'adoption du cadre réglementaire dérogatoire permettra au centre de crise d'assurer ses missions tout en étant garant des droits des agents qui y sont affectés.

Tel est l'objet du présent projet de décret que le ministère des affaires étrangères soumet à l'avis du CSFPE.